

Cote du document: EB 2013/110/R.25/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 10 c) iii)  
Date: 11 décembre 2013  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don à la République socialiste du Viet Nam pour le**

### **Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Henning Pedersen**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2635  
Courriel: h.pedersen@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session  
Rome, 10 – 12 décembre 2013

---

Pour: **Approbation**

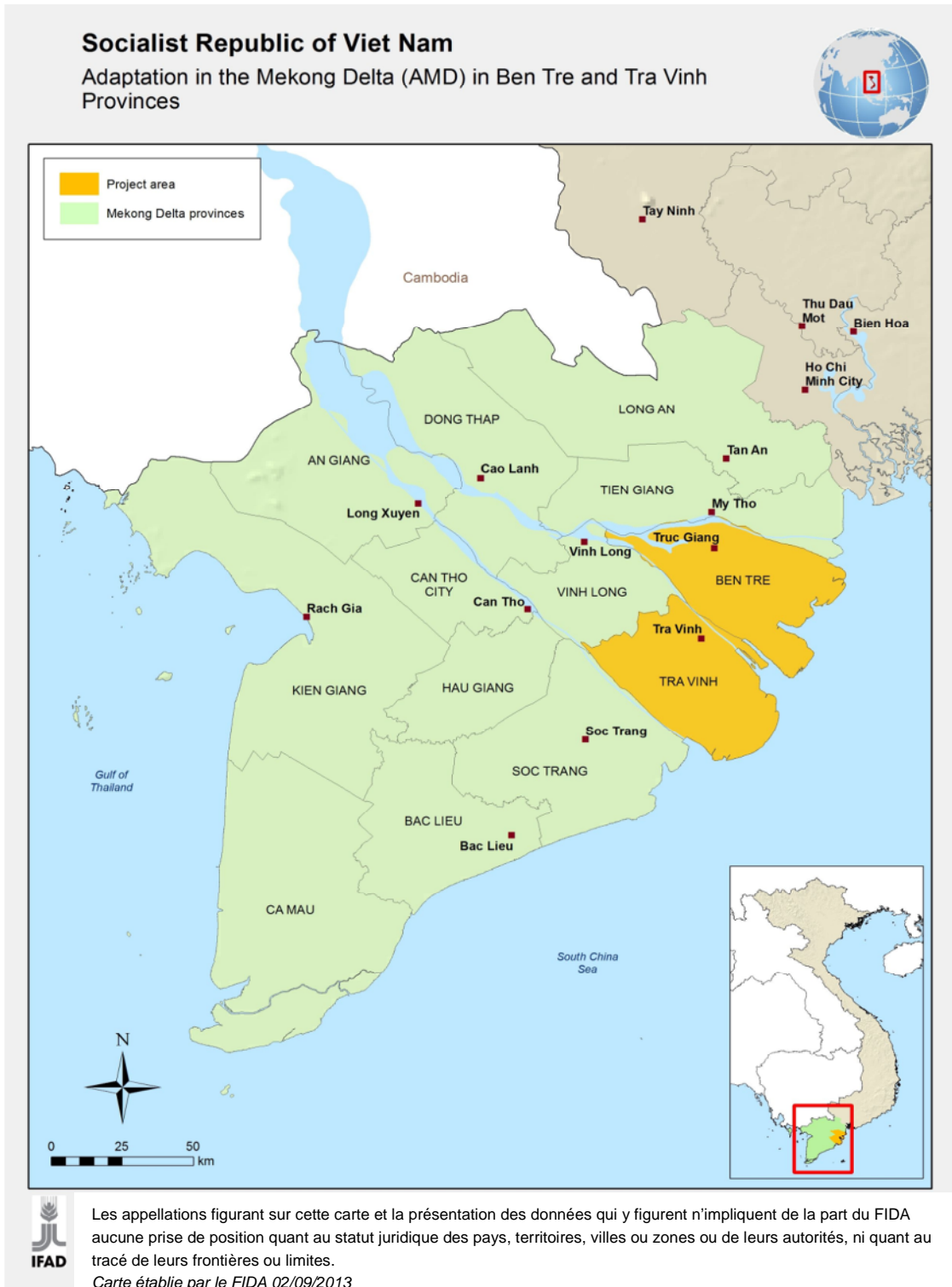
## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d’approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>5</b>
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision.	6
<b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>6</b>
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>9</b>
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l’élaboration des politiques	9
<b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>10</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>10</b>
 <b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	11
 <b>Appendice</b>	
Logical Framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

AMD	Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PDSE	Plan de développement socioéconomique
UCP	Unité de coordination de projet

## Carte de la zone du projet



## République socialiste du Viet Nam

### Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République socialiste du Viet Nam
<b>Organisme d'exécution:</b>	Comités populaires des provinces de Ben Tre et Tra Vinh
<b>Coût total du projet:</b>	49,34 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	14,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Don au titre de l'ASAP:</b>	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)
<b>Montant du don au titre de l'ASAP:</b>	7,82 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions d'USD)
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	7,6 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	7,8 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République socialiste du Viet Nam pour le Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong, telle qu'elle figure au paragraphe 41.

## Proposition de prêt et don à la République socialiste du Viet Nam pour le Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Depuis 1986, date à laquelle le Gouvernement vietnamien a décidé de mettre en place un programme de réformes de grande ampleur appelé *Đổi Mới* (rénovation), le pays enregistre une croissance économique soutenue. De 2001 à 2012, le produit intérieur brut (PIB) a progressé au rythme de 6,3% par an en moyenne, ce qui s'est traduit par un recul rapide de la pauvreté. Le taux de pauvreté est aujourd'hui d'environ 21%. Depuis les années 1990, la croissance a permis à près de 30 millions de personnes de sortir de la pauvreté. Ces succès vont de pair avec une restructuration de l'économie caractérisée par une progression de la part de l'industrie et du bâtiment dans le PIB, tandis que le secteur agricole recule: entre 1990 et 2011, la part de l'agriculture s'est effondrée, passant de 40% à environ 20%. La proportion de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture a suivi une évolution analogue, puisqu'elle est passée de plus de 80% dans les années 1990 à moins de 50% en 2012.
2. Ces dernières années, les secteurs agricole et rural de l'économie ont enregistré une croissance d'environ 4,5%, grâce à la libéralisation et à la participation du secteur privé. Toutefois, le développement de l'économie rurale est encore à la traîne et sa pérennité n'est pas assurée dans de nombreux domaines. De surcroît, la production agricole est confrontée à un certain nombre de problèmes en raison des répercussions du changement climatique et de l'insuffisance des liens avec les marchés.
3. Dans les zones rurales, la pauvreté reste un problème chronique dont les minorités ethniques sont particulièrement victimes. Elle se concentre surtout dans les hautes terres des montagnes du Nord-Est et du Nord-Ouest, la région côtière centrale et les parties des hauts plateaux du centre et du delta du Mékong peuplées par des minorités ethniques. Si le développement économique apporte une amélioration du niveau de vie en zone rurale, celle-ci s'accompagne d'inégalités de revenus et d'une dégradation de l'environnement. L'urbanisation et l'industrialisation privent souvent les populations rurales pauvres d'un accès à la terre, et les travailleurs non qualifiés et les jeunes sans emploi sont laissés pour compte.
4. Dans les zones rurales, le revenu moyen par habitant n'atteint pas la moitié de celui en zone urbaine, tandis que le taux de pauvreté y est presque trois fois plus élevé. De nombreux ménages ruraux ne sont pas considérés comme pauvres, mais ont des revenus qui leur permettent tout juste de se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté (ils sont en situation de "quasi-pauvreté" ou de "pauvreté transitoire"). Ces populations qui vivent des ressources naturelles qu'elles prélèvent et de la production agricole de subsistance et qui ne peuvent faire appel qu'à une épargne

et des aides de l'État limitées, voire absentes, sont désarmées face aux aléas de la vie et aux chocs climatiques. C'est pourquoi ces imprévus font de plus en plus souvent basculer des populations en difficulté transitoire sous le seuil de pauvreté, et ce pour des périodes plus longues. Les populations rurales consacrent environ 90% de leurs dépenses aux frais de subsistance de base. Elles tirent l'essentiel de leurs revenus de l'agriculture, des activités forestières et de l'aquaculture, ainsi que des salaires que procure un travail manuel non qualifié.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

5. Les grandes lignes du Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong (AMD) ont été esquissées lors de l'élaboration du programme d'options stratégiques (COSOP) 2013-2018 pour le Viet Nam, qui fait une large place à l'adaptation au changement climatique, et ce projet a été inclus dans la réserve de projets ayant obtenu l'approbation du gouvernement. Le financement de l'AMD associe un prêt du FIDA d'un montant de 22 millions d'USD et un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) de 12 millions d'USD. Un processus de consultation et d'analyse rigoureux a été entrepris de 2011 à 2013 afin de détecter les principaux enjeux de l'adaptation au changement climatique et de délimiter les zones d'intervention dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh, situées dans le delta du Mékong. Une concertation approfondie a été menée avec les communautés locales, les administrations et les responsables des deux provinces, les organismes publics nationaux compétents, les instituts de recherche de la région, les organisations de la société civile et les partenaires de coopération bilatéraux et multilatéraux.
6. Le projet proposé est en pleine adéquation avec plusieurs documents établis par le gouvernement: la Stratégie de développement socioéconomique, le Programme national indicatif pour un nouveau développement rural (NTP-NRD), le Programme national indicatif de réponse au changement climatique (NTP-RCC) et le volet du Plan d'action face au changement climatique relatif au secteur du développement agricole et rural. Les orientations de ce projet sont conformes au Schéma directeur d'adaptation au changement climatique en faveur d'un développement agricole et rural durable de la zone côtière du delta du Mékong élaboré avec le concours de l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI). En effet, il fait directement écho au troisième pilier de ce schéma directeur, le Programme d'amélioration des systèmes de culture visant à favoriser l'adaptation au changement climatique.
7. L'AMD s'inscrit dans le prolongement de deux interventions financées par le FIDA, à savoir, le Programme de développement des entreprises en collaboration avec les ruraux pauvres, mis en œuvre dans la province de Ben Tre, et le Programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés, qui concernait les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh et s'est achevé récemment. L'impact de ces deux programmes a été jugé favorable puisqu'ils ont permis de décentraliser les investissements au niveau des communes et des villages, de renforcer la participation des bénéficiaires, d'améliorer la prise en main par les autorités locales et de promouvoir la démocratie locale en matière de réduction de la pauvreté. En outre, nombre d'activités exécutées au titre de ces deux programmes constituent des modèles de mesures d'adaptation au changement climatique susceptibles d'être reproduits.
8. Les populations qui vivent dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh visées par le projet sont aujourd'hui confrontées à trois phénomènes: la hausse des températures sur le littoral, la progression des remontées salines, et un régime de précipitations irrégulier entraînant la modification du débit des fleuves et l'érosion des berges. La réduction du débit des fleuves, conséquence de la construction de barrages en amont et des prélèvements d'eau qui en découlent, associée à

l'élévation du niveau de la mer et aux marées de tempête, se traduit par une augmentation de la salinité qui progresse à l'intérieur des terres. Cette évolution entraîne une diminution des quantités d'eau potable disponibles, des pertes dans l'aquaculture, l'élevage et les cultures annuelles ou pérennes, et la surexploitation des ressources en eaux souterraines. Pour les ménages en situation de pauvreté ou de quasi-pauvreté, ce qui est le cas des minorités ethniques et des paysans sans terres, ces répercussions ont des effets particulièrement préoccupants d'autant qu'ils sont déjà extrêmement sensibles aux chocs climatiques. À moins que des mesures ambitieuses servant les intérêts des pauvres ne soient prises en matière d'adaptation au changement climatique, non seulement les populations pauvres seront confrontées à de nouveaux obstacles, mais les avancées obtenues en matière d'atténuation de la pauvreté pourraient bien être réduites à néant en raison de l'aggravation de l'exposition aux risques de changement climatique.

9. Compte tenu de ce constat, l'AMD a pour objet de promouvoir l'adoption d'une démarche systémique face au changement climatique, en proposant des trajectoires d'adaptation et un éventail de modes de subsistance que les communautés pourront adopter. Cette démarche diffère de la stratégie arrêtée par le gouvernement et le Ministère du développement agricole et rural, qui privilégie l'adaptation structurelle axée sur les infrastructures, car elle propose un certain nombre de mesures d'adaptation "douce", c'est-à-dire non structurelle<sup>1</sup>. Étant donné le caractère sensible et incertain de la dynamique hydrologique des écosystèmes de delta, cette approche permet d'apporter une réponse plus souple sans restreindre les possibilités ultérieures de choix ni risquer de prendre des mesures d'adaptation inappropriées.
10. L'AMD a pour objet d'améliorer la capacité de résistance des ménages en situation de pauvreté ou de quasi-pauvreté, d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur nutrition, mais aussi de généraliser à l'échelon des provinces, des districts et des communes l'élaboration de mesures d'adaptation servant les intérêts des pauvres et capables de répondre aux répercussions immédiates et à venir du changement climatique. À cet effet, il faudra s'attacher à renforcer la capacité d'adaptation des communautés et des institutions, à développer une recherche adaptative et une recherche appliquée solides, à améliorer les systèmes de gestion des savoirs et de suivi, à développer les modes de subsistance agricoles et non agricoles capables de résister aux aléas climatiques et les diversifier, à favoriser l'assouplissement des règles de zonage et de planification de l'utilisation des terres, à encourager la planification participative, à appuyer l'élaboration de mesures reposant sur des données probantes, et à mettre en place des institutions et des services de microfinance en milieu rural. Parallèlement, le cofinancement apporté par le gouvernement servira à financer des investissements d'adaptation pour les ménages, les communautés et les entreprises.

## **II. Description du projet**

### **A. Zone d'intervention et groupe cible**

11. Le projet sera mis en œuvre dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh, dans la région du delta du Mékong, située dans le Nord-Est du Viet Nam. Les 30 communes retenues dans chaque province ont été sélectionnées en fonction de trois critères: le degré de pauvreté, la vulnérabilité face aux effets du changement climatique et la couverture du Programme national indicatif pour un nouveau développement rural. De surcroît, ces communes sont représentatives des différents degrés de

---

<sup>1</sup> Dans la plupart des définitions, les mesures d'adaptation "dure" (autrement dit physique, ou structurelle) supposent généralement l'utilisation de techniques et de méthodes spécifiques faisant appel à des équipements comme les digues, les brise-lames et les bâtiments renforcés, tandis que les mesures d'adaptation "douce" (autrement dit comportementale, ou régulatrice) privilégient l'information, le renforcement des capacités, l'élaboration de politiques et de stratégies et les dispositions institutionnelles (Banque mondiale 2010).



salinité rencontrés, ce qui donne la possibilité d'expérimenter plusieurs modèles de subsistance.

12. Au sein du groupe cible proposé pour le projet, c'est-à-dire les ménages ruraux en situation de pauvreté ou de quasi-pauvreté, les ménages dirigés par une femme ou appartenant à une minorité ethnique et les femmes seront prioritaires. Le groupe cible comprendra des ménages disposant ou ne disposant pas de terres ou d'autres moyens de production, et des ménages dépourvus de compétences leur donnant accès au marché du travail. Il est proposé de mettre en place des mesures spécifiques afin d'assurer la participation des femmes aux activités, notamment en instaurant des taux de participation planchers, en particulier en ce qui concerne les activités de planification menées au niveau des communautés et des communes et l'accès au crédit au titre du fonds social en faveur des femmes. La pérennité de l'appui apporté par l'Union des femmes sera décisive à cet égard.

## **B. Objectif de développement du projet**

13. Le projet a pour finalité de proposer des modes de subsistance durables aux populations rurales pauvres vivant dans un environnement en mutation. L'objectif de développement poursuivi consiste à renforcer la capacité d'adaptation des communautés et institutions visées afin qu'elles soient plus à même de faire face aux effets du changement climatique.

## **C. Composantes/résultats**

### **14. Le projet comprend deux composantes:**

- a) Composante 1: renforcer la capacité d'adaptation. Il s'agit d'élaborer avec les communautés, institutions et provinces participantes un cadre de gestion de l'adaptation au changement climatique pour le secteur du développement agricole et rural. Cette composante comprend deux volets placés sous la responsabilité des administrations provinciales: i) développement des savoirs relatifs au changement climatique; ce volet comprendra trois principaux axes: l'accumulation de données concernant les mesures d'adaptation, le suivi de la qualité de l'eau et la communication d'informations sur ce sujet, et la gestion et la diffusion des savoirs; et ii) prise en compte des aspects climatiques dans la planification. Ce volet concernera notamment les mesures d'adaptation à l'échelle des communautés, la planification de la gestion des risques de catastrophe, les plans de développement socioéconomique (PDSE) tenant compte des aspects climatiques et l'élaboration des politiques. Ces activités s'appuieront sur les travaux déjà entrepris par des instituts de recherche et des organismes de développement partenaires ainsi que sur l'expérience du FIDA. L'AMD permettra de compléter les connaissances en ce qui concerne la mise en place de modes de subsistance viables dans un contexte de salinisation, de hausse des températures et d'aggravation du stress hydrique, et de faire en sorte que les enjeux de l'évolution du climat soient explicitement pris en considération dans les processus de planification et d'affectation des ressources au niveau des provinces.
- b) Composante 2: investir dans des modes de subsistance durables. Cette composante permettra de disposer des moyens financiers et des installations nécessaires pour exploiter plus largement les résultats des activités de recherche et développement menées au sein des communautés dans le secteur du développement agricole et rural. Les interventions seront axées sur le financement de mesures d'adaptation nécessaires aux ménages et d'investissements dans des équipements collectifs de nature à renforcer la résilience, en fonction des besoins recensés au niveau des districts et des communes lors du déroulement des PDSE. Cette composante comprend deux volets: i) finance rurale au service de l'amélioration des modes de subsistance: il s'agit de mettre en place de nouveaux groupements d'épargne et de crédit, de constituer une institution de microfinancement à partir des réseaux de

crédit et de mobiliser des capitaux pour financer des investissements dans les mesures d'adaptation et les filières; et ii) investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, sous forme d'appui à la mise en place d'infrastructures communautaires, de cofinancement des investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, de collaboration entre secteur public et secteur privé dans un environnement en mutation et d'activités de formation professionnelle.

### **III. Exécution du projet**

#### **A. Approche**

15. La mise en œuvre de ce projet, qui se déroulera sur une période de six ans, s'inscrira dans deux cycles de PDSE quinquennaux (2016-2020 et 2021-2025). Les modalités d'exécution s'inspireront du Programme de développement des entreprises en collaboration avec les ruraux pauvres mis en œuvre dans la provinces de Ben Tre et du Programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés exécuté dans la province de Tra Vinh, à la différence notable que l'AMD sera mis en œuvre par les administrations provinciales compétentes avec l'appui des unités de coordination du projet (UCP).

#### **B. Cadre organisationnel**

16. Les comités populaires des provinces de Ben Tre et Tra Vinh se chargeront d'encadrer l'exécution du projet et de mettre en place des comités de pilotage responsables de sa coordination et des UCP pour assurer sa mise en œuvre. Les comités de pilotage et les unités de coordination du projet aideront les comités populaires des provinces à mobiliser les organismes publics, les organisations de masse, les instituts de recherche, le secteur privé et les communautés à tous les niveaux pour assurer la réalisation des objectifs du projet.

#### **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

17. **Planification, suivi-évaluation.** Grâce aux précédents projets, les provinces de Ben Tre et Tra Vinh sont dotées de systèmes de suivi-évaluation complets. De surcroît, elles disposent de structures institutionnelles développées permettant d'intervenir dans le cadre des UCP à tous les échelons, des communes aux provinces. Comme dans le cas des projets précédents, le plan de travail et budget annuel, qui constituera le principal document de planification du projet, sera synchronisé avec les cycles de planification des PDSE.
18. **Apprentissage et gestion des savoirs.** La gestion des savoirs, qui sera plus particulièrement axée sur l'adaptation au changement climatique, associera: i) un programme de gestion des savoirs intégré au projet afin de favoriser l'assimilation des connaissances dans le cadre de l'AMD; et ii) l'appui à un programme de gestion des savoirs plus large afin d'éclairer les décisions des pouvoirs publics et de favoriser l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

19. **Gestion financière.** Les UCP des deux provinces seront responsables de la bonne utilisation des fonds qui leur sont attribués et devront en rendre compte au gouvernement et au FIDA, conformément aux accords juridiques respectifs, aux accords de financement subsidiaire conclus avec des établissements financiers et aux accords contractuels passés avec les prestataires de services. Pour chaque exercice budgétaire, elles fourniront des états financiers établis conformément à des normes et procédures ayant l'agrément du FIDA. Ces états financiers, qui détailleront les opérations, ressources et dépenses relatives au projet, seront transmis au FIDA. L'évaluation de la gestion financière réalisée par les services du FIDA fait état d'un risque fiduciaire moyen. Cependant, les provinces couvertes par le projet ont une très vaste expérience de la gestion des projets financés par des

sources extérieures, y compris par le FIDA, et les effets obtenus et les cadres de responsabilité sont, dans l'ensemble, satisfaisants. Le personnel formé et compétent qui a assuré la gestion financière des précédents projets appuyés par le Fonds assumera également la responsabilité du PDSE, ce qui atténuera le risque de mauvais usage des fonds.

20. **Flux de fonds.** Le FIDA mettra les fonds à la disposition du gouvernement selon les modalités et conditions prévues dans l'accord de financement. Le gouvernement ouvrira auprès d'une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA des comptes désignés dont il assurera dès lors la gestion. Des comptes distincts libellés en dollars des États-Unis seront ouverts pour recevoir le produit du prêt du FIDA et du don au titre de l'ASAP. Les comptes désignés seront administrés suivant les modalités du compte d'avances temporaires. Les fonds du gouvernement seront versés sur un compte distinct.
21. **Passation des marchés.** La passation des marchés de biens, travaux et services de consultants financés par le FIDA dans le cadre de l'AMD se fera conformément aux directives du FIDA en la matière. Les procédures, processus et réglementations en vigueur au Viet Nam concernant la passation des marchés seront appliqués dans la mesure où ils ne contreviennent pas à ces directives.
22. **Contrôle interne et audit externe.** Des mécanismes de contrôle interne seront mis en place au niveau des UCP. Un commissaire aux comptes sera chargé de vérifier le projet et les états financiers consolidés annuels. Les rapports d'audit seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier considéré, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Il a été proposé de préciser dans les accords régissant les décaissements que les UCP sont tenues de mettre en place un système comptable informatisé et d'utiliser un manuel d'exécution du projet approuvé par le FIDA.
23. **Gouvernance.** Tout cofinancement d'un montant notable sera validé par le comité de pilotage du projet, approuvé par le Comité populaire de la province et entériné par le FIDA. Au niveau des communes ou des districts le cofinancement sera le fruit d'un processus de décision transparent et équitable s'appuyant sur le PDSE et comportant un mécanisme de règlement des différends. Pour renforcer la capacité du bureau de pays en matière de supervision du projet, le FIDA a procédé mi-2013 à un recrutement local. Le bureau de pays du FIDA mène actuellement des discussions avec d'autres institutions financières internationales et partenaires de la coopération au développement afin de déterminer les meilleures pratiques à appliquer pour renforcer les structures de gouvernance dans l'ensemble du programme de pays du FIDA.

#### **E. Supervision.**

24. Le bureau de pays se chargera d'assurer la supervision directe par le FIDA, conformément aux accords en vigueur au Viet Nam. Étant donné la place accordée aux enjeux du changement climatique dans ce projet, la Division environnement et climat du FIDA en appuiera également l'exécution.

### **IV. Coût, financement et avantages du projet**

#### **A. Coût du projet**

25. Le coût total du projet est estimé à 49,34 millions d'USD. Le tableau 1 détaille la répartition indicative des coûts du projet par composante.

Tableau 1  
Récapitulatif des coûts indicatifs du projet par composante

	(en millions de VND)			(en millions d'USD)			Devises étrangères (%)	Total coûts de base (%)
	Monnaie locale	Devises	Total	Monnaie locale	Devises	Total		
<b>A. Renforcer la capacité d'adaptation</b>								
1. Développement des savoirs relatifs au changement climatique	133 218,8	8 738,1	141 956,9	6 343,8	416,1	6 759,9	6	14
2. Planification tenant compte des aspects climatiques	136 244,9	4 853,9	141 098,8	6 487,9	231,1	6 719,0	3	14
<b>Total partiel, renforcer la capacité d'adaptation</b>	269 463,6	13 592,0	283 055,6	12 831,6	647,2	13 478,8	5	28
<b>B. Investir dans des modes de subsistance durables</b>								
1. Financement rural en faveur de moyens de subsistance durables	97 621,7	6 180,3	103 802,0	4 648,7	294,3	4 943,0	6	10
2. Investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique	492 581,3	36 109,5	528 690,8	23 456,3	1 719,5	25 175,8	7	52
<b>Total partiel, investir dans des modes de subsistance durables</b>	590 202,9	42 289,8	632 492,7	28 104,9	2 013,8	30 118,7	7	63
<b>C. Gestion du projet</b>	89 474,7	6 284,3	95 759,0	4 260,7	299,3	4 560,0	7	9
<b>Total coûts de base</b>	949 141,2	62 166,1	1 011 307,3	45 197,2	2 960,3	48 157,5	6	100
Provisions pour aléas d'exécution	2 891,1	842,4	3 733,5	137,7	40,1	177,8	23	-
Provisions pour aléas financiers	79 623,5	4 170,6	83 794,1	956,5	52,5	1 009,0	5	2
<b>Total coût du projet</b>	1 031 655,8	67 179,1	1 098 834,9	46 291,4	3 052,9	49 344,3	6	102

## B. Financement du projet

26. Le projet sera financé au moyen des ressources suivantes: i) un prêt du FIDA d'environ 22 million d'USD (45% du coût total du projet); ii) un don d'environ 12 millions d'USD (24% du coût total du projet) au titre de l'ASAP du FIDA; iii) les contributions des bénéficiaires, soit environ 7,8 millions d'USD (16% du coût total du projet); et iv) une contribution d'environ 7,6 millions d'USD (15% du coût total du projet) apportée par le gouvernement.

Tableau 2  
Montant indicatif des comptes de décaissement, par bailleur de fonds  
(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Taxes gouvernementales		Gouvernement		Don ASAP		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Génie civil</b>															
Génie civil	3 792,3	46,4	735,1	9,0	2 912,0	35,7	-	-	728,0	8,9	8 167,4	16,6	1 633,5	5 798,8	735,1
Conception et supervision	728,0	91,0	72,0	9,0	-	-	-	-	-	-	800,0	1,6	-	728,0	72,0
<b>Total partiel, génie civil</b>	4 520,3	50,4	807,1	9,0	2 912,0	32,5	-	-	728,0	8,1	8 967,4	18,2	1 633,5	6 526,8	807,1
<b>B. Équipement et matériel</b>	801,0	39,5	182,6	9,0	-	-	1 045,0	51,5	-	-	2 028,5	4,1	602,0	1 244,0	182,6
C. Véhicules	65,7	50,0	65,7	50,0	-	-	-	-	-	-	131,4	0,3	39,4	26,3	65,7
D. Assistance technique	1 459,4	59,6	-	-	-	-	988,6	40,4	-	-	2 447,9	5,0	506,6	1 941,4	-
E. Formation	2 825,7	33,9	-	-	-	-	5 507,3	66,1	-	-	8 333,0	16,9	-	8 333,0	-
F. Recherche et études	-	-	271,5	10,0	-	-	2 443,7	90,0	-	-	2 715,2	5,5	-	2 443,7	271,5
G. Financement WSCO*	3 567,0	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	3 567,0	7,2	-	3 567,0	-
H. Cofinancement de l'ACC**	5 460,0	39,0	-0,0	-	-	-	1 500,0	10,7	7 040,0	50,3	14 000,0	28,4	-	14 000,0	-
I. Dépense de fonctionnement	1 235,3	66,0	168,5	9,0	-	-	468,8	25,0	-	-	1 872,7	3,8	271,5	1 432,6	168,5
J. Salaires	2 065,7	39,1	0,0	-	3 168,7	60,0	46,8	0,9	-	-	5 281,1	10,7	-	5 281,1	-
<b>Total coût du projet</b>	22 000,1	44,6	1 495,4	3,0	6 080,7	12,3	12 000,1	24,3	7 768,0	15,7	49 344,3	100,0	3 052,9	44 795,9	1 495,4

\* WSCO: Groupements féminins d'épargne et de crédit

\*\* ACC: Adaptation au changement climatique

## C. Résumé des avantages et analyse économique

27. L'analyse économique confirme la solidité de l'AMD puisqu'elle donne un taux de rentabilité interne (TRI) de 17,4% et une valeur actuelle nette à 20 ans de 14 millions d'USD, le flux de résultat correspondant aux avantages mesurables découlant directement des activités menées dans le cadre du projet. L'analyse de sensibilité fait apparaître une rentabilité solide. Les valeurs seuils montrent que le programme serait économiquement viable même si les avantages diminuaient de 24% et si les coûts d'investissement augmentaient de 40%. Si les avantages découlant du projet étaient différés d'un an, le TRE tomberait à 15%; dans l'hypothèse d'un retard de deux ans, il passerait à 13%.
28. Les principaux avantages escomptés De l'AMD sont les suivants: i) les communautés et les institutions sont en mesure de faire face avec efficacité aux répercussions du changement climatique; ii) les processus du PDSE prennent en considération les aspects relatifs au changement climatique; iii) des ressources plus abondantes et plus accessibles sont disponibles pour financer des investissements

axés sur le marché et bien adaptés au climat dans le secteur agricole et agroalimentaire; et iv) l'agriculture, l'aquaculture et les autres modes de subsistance économiquement viables et capables de résister aux aléas climatiques sont largement répandus.

29. Ce projet devrait apporter des avantages non négligeables à 30 000 ménages de ruraux pauvres, soit au moins 125 000 personnes. Ces bénéficiaires auront accès à un éventail d'avantages associant le renforcement des capacités, la planification tenant compte des considérations climatiques, le transfert de technologies et l'accès au crédit, confortés par la mise à niveau des infrastructures communautaires et le cofinancement des investissements dans leurs activités agricoles. En outre, au moins 6 000 personnes bénéficieront des créations d'emploi résultant des investissements dans des activités agricoles et extra-agricoles, et au moins 4 000 personnes suivront une formation professionnelle. Par ailleurs, plus de 1,5 million de personnes habitant les deux provinces bénéficieront des retombées du projet, à savoir un accès plus large à des données et des prévisions concernant la salinité, le développement et la promotion des technologies, l'accès au crédit et le renforcement institutionnel, ce qui se traduira dans les deux provinces par une amélioration de la gouvernance environnementale et de la planification participative tenant compte des considérations climatiques.

#### **D. Durabilité**

30. Pour assurer la pérennité du projet, les capacités d'adaptation seront renforcées dans les instituts de recherche et les institutions publiques, de l'échelon du village à celui de la province, l'objectif étant de mettre en place de solides capacités de planification, d'élaboration des mesures et d'intervention, de manière à favoriser l'adaptation au changement climatique. En misant sur l'action publique et le renforcement des capacités, on fera en sorte que ce mécanisme permettant de répondre efficacement au changement climatique reste ancré dans le service public et la société civile dont il sert les intérêts. Ces processus et ces capacités devraient pouvoir être reproduits dans tout le delta du Mékong, et éventuellement dans l'ensemble du pays. Des institutions de microfinance seront mises en place dans le respect des critères de viabilité financière et des pratiques internationales. De surcroît, les autres investissements, qui seront effectués principalement en faveur d'institutions déjà en place, contribueront à renforcer la pérennité à long terme.

#### **E. Identification et atténuation des risques**

31. En ce qui concerne la finalité du projet, le principal risque détecté réside dans la déstabilisation exogène de la macroéconomie. Ce risque est omniprésent dans une économie relativement ouverte comme celle du Viet Nam, d'autant que le pays tire une part importante de ses recettes des exportations aquacoles et agricoles. Le principal moyen d'atténuer ce risque consiste à mener une politique macroéconomique rationnelle, notamment en appliquant les taux de change du marché. Au niveau du projet et des entreprises, les mesures d'atténuation consistent à miser sur une analyse financière rigoureuse des projets, en donnant la priorité à la qualité et la forte productivité ainsi qu'à la maîtrise du coût unitaire de production.
32. Les risques qui pèsent sur la réalisation des objectifs du projet résident dans la possibilité que la stratégie d'adaptation systémique soit écartée au profit d'une stratégie d'adaptation "dure" dans le cadre des politiques de développement agricole et rural menées à l'échelon national et provincial. Pour atténuer ce risque, l'accent sera mis sur les mesures d'adaptation au changement climatique servant les intérêts des pauvres dans les activités de gestion des savoirs relevant du projet, de manière à obtenir des éléments tangibles, et un investissement important et durable dans l'élaboration des politiques et la concertation au niveau national et provincial.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

33. La conception de l'AMD se fonde sur les politiques et stratégies du FIDA relatives aux enjeux suivants: égalité des sexes, peuples autochtones, gestion des ressources naturelles et de l'environnement et collaboration avec le secteur privé. Par ailleurs, le projet est pleinement conforme aux objectifs de l'ASAP. En ce qui concerne l'impact sur l'environnement, la majeure partie des activités relèvent de la catégorie C, un petit nombre étant classées en catégorie B.

### **B. Alignement et harmonisation**

34. La note conceptuelle de l'AMD figurait dans le COSOP couvrant la période 2012-2017: il correspond donc aux priorités du gouvernement en matière de développement et de changement climatique. Le projet se conforme aux trois objectifs stratégiques du COSOP: i) permettre aux provinces rurales pauvres de réaliser un développement rural impulsé par le marché servant les intérêts des pauvres; ii) améliorer l'accès de la population rurale pauvre – en particulier des femmes – aux marchés des produits et du travail; et iii) renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique des ménages ruraux pauvres.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

35. Le COSOP couvrant la période 2012-2017 a fait des enjeux du changement climatique un élément à part entière de l'orientation stratégique et des projets d'investissement programmés. De ce point de vue, l'AMD s'inscrit dans la lignée de la nouvelle génération de projets financés par le FIDA pour atténuer la pauvreté, dans lesquels les aspects concernant le changement climatique occupent une place centrale. De ce fait, le projet en lui-même constitue une innovation. La principale innovation mise en avant dans le cadre de l'AMD est l'adoption d'une démarche qui favorise une réponse systémique et dynamique au changement climatique, par opposition au modèle statique d'adaptation "dure" communément adopté, qui est dans une large mesure axé sur les infrastructures. L'AMD contribuera à l'élaboration de trajectoires d'adaptation en identifiant des modes de subsistance capables de résister aux aléas climatiques. À cet effet, le FIDA expérimentera des cultures et des modèles d'aquaculture et de subsistance résistant bien à la salinité, mettra en place des dispositifs automatisés de suivi et de prévision de la salinité, veillera à ce que les enjeux du changement climatique soient pris en considération dans le cadre du processus de PDSE, favorisera un assouplissement de la politique qui consiste à réserver des terres à la riziculture, et s'emploiera à propager les modes de subsistance capables de résister aux aléas climatiques sur tout le territoire des provinces visées par le projet. Les perspectives de reproduction à plus grande échelle supposent une évolution de la politique d'affectation des terres et l'adoption par les autres provinces du delta d'une démarche axée sur les trajectoires d'adaptation.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

36. La stratégie reposant sur les trajectoires d'adaptation systémique élaborée dans le cadre de l'AMD devrait apporter une réponse plus dynamique à l'évolution du climat et permettre aux autorités provinciales de mieux faire face aux changements à mesure qu'ils se produisent. Sur le plan des politiques, la principale évolution attendue au niveau des provinces est un processus de PDSE amélioré qui soit à la fois axé sur les marchés et capable de résister aux aléas climatiques. On escompte que les mécanismes de planification et d'affectation des crédits budgétaires des provinces soient fondés sur une analyse des trajectoires d'adaptation servant les intérêts des pauvres. En outre, la place centrale accordée aux enjeux du changement climatique de manière à forger au niveau des provinces un PDSE tenant compte du climat permettra d'affecter de façon plus rationnelle les ressources nationales transitant par les différents programmes nationaux ciblés.

37. L'AMD contribuera à élargir et approfondir la stratégie adoptée par le gouvernement à l'égard de la vulnérabilité sociale dans le cadre de la politique, de la planification et des investissements relatifs au changement climatique. En matière de politiques, les provinces sont tributaires de l'appui et des orientations que leur fournissent les structures nationales. L'AMD constituera un outil permettant aux acteurs nationaux de mieux appréhender les difficultés et les expériences locales et d'adapter les politiques et programmes nationaux en conséquence. Un certain nombre d'activités sont financés au titre de l'AMD à cet égard, dont la réalisation d'analyses et d'études, l'ouverture à Tra Vinh d'un bureau de coordination de l'adaptation au changement climatique, un espace d'échange d'informations sur le changement climatique et des forums techniques afin de dispenser aux responsables politiques des conseils portant sur les enjeux prioritaires, aussi bien au niveau des provinces qu'à l'échelon national.

## **VI. Instruments juridiques et autorité**

38. Un accord de financement entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
39. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme pour l'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire.
40. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VII. Recommandation**

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quatorze millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (14 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un don au titre de l'ASAP d'un montant équivalant à sept millions huit cent vingt mille droits de tirage spéciaux (7 820 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

**Negotiated financing agreement:****"Adaptation to Climate Change in the Mekong Delta in Ben Tre and Tra Vinh Provinces (AMD) "**

(Negotiations concluded on 6 December 2013)

IFAD Loan Number: [click and insert number]

IFAD Grant Number: [click and insert number]

Project Title: Adaptation to Climate Change in the Mekong Delta in the Ben Tre and Tra Vinh Provinces (the "Project")

The Socialist Republic of Viet Nam (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Executive Board of IFAD at its 105<sup>th</sup> session approved the establishment of a trust fund for the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP Trust Fund) whose resources shall be used exclusively for the purpose of financing in the form of grants, components of IFAD projects/programmes to increase the resilience of smallholder farmers to climate change and further approved that IFAD be the Administrator of the ASAP Trust Fund, acting through its President;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, IFAD and the ASAP Trust Fund has agreed to extend a loan and a grant to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

**Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended by the Executive Board at its 108<sup>th</sup> session (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein. The term "Loan" in the General Conditions shall apply equally to the IFAD Loan and the Grant. .

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (all of which are collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.



**Section B**

1. (a) The amount of the IFAD Loan is fourteen million three hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (14 350 000 SDR).  
  
(b) The amount of the IFAD Grant is seven million eight hundred and twenty thousand Special Drawing Rights (7 820 000 SDR).
2. The Loan is provided on highly concessional terms as defined in Section 5.01 (a) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency for the Loan shall be US dollar.
4. The Borrower/Recipient shall repay the outstanding principal amount of the IFAD Loan in 59 equal semi-annual installments of SDR 239 167 payable on each 15 June and 15 December, commencing on 15 December 2023 and ending on 15 December 2052 , and one final instalment in the amount of SDR 239 147 payable on 15 June 2053. The service charge shall also be payable on each 15 June and 15 December.
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
6. Withdrawals from the IFAD Loan and Grant Accounts shall be made in conformity with the procedures established by the Fund in accordance with Section 4.04 of the General Conditions.
7. (a) For each Province of the Project Area, there shall be two (2) designated accounts (DAs) (collectively referred to as the "Designated Accounts"), opened and operated by the Ministry of Finance (MOF) of the Borrower/Recipient in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions in a bank acceptable to the Fund, for receiving and holding the IFAD Loan and Grant proceeds in USD. All accounts shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Borrower/Recipient and accepted by the Fund.  
  
(b) Project Accounts shall be opened and maintained by the respective PCUs in local currency at the Provincial Treasuries of the Project Area to receive and maintain financing transferred from the DAs for Project eligible expenditures.
8. The Borrower/Recipient shall cause the Lead Implementing Agencies to provide counterpart financing for the Project. The counterpart financing to be provided shall amount to approximately three million seven hundred and eighty thousand Unites State Dollar (USD 3.78million) for each province. Government's funds shall be channeled into a separate account. For each Province the beneficiaries contribution shall amount to approximately three million eight hundred and eighty thousand Unites State Dollar (USD 3.88 million).
9. Procurement of goods, works and consulting services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Fund's "Procurement Guidelines" approved by the Fund's Executive Board in September 2010, ("The Procurement Guidelines").

**Section C**

1. The Borrower/Recipient designates the respective Provincial People's Committee of the Ben Tre and Tra Vinh provinces who shall be the Lead Implementing Agencies responsible for the execution of the Project in each province.
2. The following are designated as additional Project Parties:

- (a) the line agencies responsible for the implementation of Project activities such as the Department of Planning and Investment, the Department of Agriculture and Rural Development and the Department of Natural Resource and Environment of the respective PPCs;
  - (b) the Women's Union of the Ben Tre and Tra Vinh Provinces; and
  - (c) any other entity responsible for the implementation of the Project, as identified in this Agreement or in the Project Implementation Manual, or as may be agreed upon by the Borrower/Recipient and the Fund.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### **Section D**

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

#### **Section E**

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual referred to in paragraph 3, Section II (C) of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The PCUs shall have been duly established;
- (b) A draft Project Implementation Manual for each Province shall have been prepared by each PCU and the Fund has given its non-objection;
- (c) The Project Steering Committees (PSCs) shall have been duly established in Tra Vinh and Ben Tre Provinces;
- (d) The Project Directors and Chief Financial Officer/Chief Accountants of each PCU shall have been duly appointed;
- (e) The PPCs shall have confirmed the allocation of adequate counterpart funds for the first Project Year to the Fund;
- (f) The designated accounts shall have been duly opened in and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund; and
- (g) A computerized Accounting System has been installed for the Project by the PCUs.

3. No disbursement shall be made in respect of expenditures under the Category V (Credit, Guaranteed Funds), until the draft written arrangement with the Women's Union of each province of the Project Area referred to in paragraph 2.1, Section B Schedule 1 has been sent to the Fund and the Fund has provided its non-objection.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance  
Ministry of Finance  
of the Socialist Republic of Viet Nam  
28, Tran Hung Dao Street  
Hoan Kiem District, Hanoi  
Socialist Republic of Viet Nam

Copy to:

Provincial People's Committee of Ben Tre  
Ben Tre Province  
Socialist Republic of Viet Nam

Provincial People's Committee of Tra Vinh  
Tra Vinh Province  
Socialist Republic of Viet Nam

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in nine (9) original copies, three (3) for the Fund and six (6) for the Borrower/Recipient.

THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative  
[title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### ***Project Description and Implementation Arrangements***

#### **I. Project Description**

1. **Target Population.** The Project shall benefit rural poor and near poor households without land or other productive assets, poor and near poor households with land or aquaculture resources, and ethnic minority households. Amongst the target population, the Project shall prioritize women-headed households, including the Khmer ethnic minority groups. The Project shall also benefit small and medium-sized rural traders and value chain entrepreneurs. The Project shall be carried out in the Provinces of Ben Tre and Tra Vinh of the Borrower's/Recipient's territory (the "Project area").

2. **Goal.** The Goal of the Project is the achievement of sustainable livelihoods for the rural poor in a changing environment.

3. **Objectives.** The objective of the Project is to strengthen adaptive capacity of the Target Population to better contend with climate change.

4. **Components.** The Project shall consist of the three following Components.

4.1 **Component 1 Building Adaptive Capacity.** The objective of this Component is to support the development of an agricultural and rural development sector climate change adaptation management framework for participating communities, institutions and provinces. It will be achieved through the following two sub-components:

*Sub-component 1.1 - Climate change knowledge enhancement*

This sub-component shall consist of the following activities: (a) Building an evidence base for adaptation; (b) Water quality monitoring and reporting; and (c) Knowledge management and dissemination.

(a) Building an evidence base for adaptation. The Project will support: the identification of a core set of climate adaptation research topics through Participatory Action Research (PAR) and through an applied research program deployed along a salinity gradient; the development of PAR processes to monitor, evaluate and promote appropriate endogenous adaptation responses being practiced by farmers and aquaculture producers; the promotion of resilience building measures identified by communities and sub-sector experts and the evaluation of climate adaptation technologies and approaches that show potential for scaling up.

(b) Water quality monitoring and reporting. The Project will support: the development of a real-time salinity monitoring and forecasting system comprising of a network of automated salinity monitoring stations and a network of Common Interest Groups; a study to complete the design of the salinity monitoring system including the development of a multifunctional data platform; the establishment of the multifunctional data platform equipped for data storage and the processing of data and dissemination.

(c) Knowledge management and dissemination. Activities related to knowledge management and dissemination include: the development of a knowledge

sharing program; the formation and operation of an inter-provincial thematic ad hoc group on climate change adaptation; the organization of inter-provincial end-user/stakeholder groups for specific production models and research; the systematization of knowledge outputs in formats readily accessible to different audiences; training of trainers including common interest group leaders for the replication and scaling-up of successful technologies and approaches and the dissemination of results through farmer-to-farmer extension through trained community interest groups leaders, learning events, field visits and study tours and presentations of results at national and regional conferences and events.

#### *Sub-component 1.2. Climate-informed planning*

This sub-component shall be achieved through: (a) Community based adaptation and disaster risk management planning; and (b) Climate-informed socio-economic development plan (SEDP) and policy development.

- (a) Community based adaptation and disaster risk management planning. Activities funded by the Project shall include: capacity-building of community and institutions on gender-equitable community-based adaptation and disaster risk management planning; preparation of vulnerability assessments and land-use planning using geospatial data system to support commune and district level plan development of community based adaptation and disaster risk management and raise awareness of expected climate change impacts among local communities. The Project will also support capacity-building on managing and implementing community based adaptation and disaster risk mitigation.
- (b) Climate-informed socio-economic development plan and policy development. The Project will support the following activities: integration of climate-adapted farming systems and value chain development planning into an enhanced, climate-informed market-oriented SEDP for each province of the Project area; capacity-building at commune, district and provincial levels for climate-informed SEDP planning and integration of climate change concerns into Provincial Five-year SEDPs.

**4.2 Component 2 Investing in Sustainable Livelihoods.** The objective of this component is the scaling-up of the results of the community-based adaptation research and development in the agricultural and rural development sector generated under Component 1. The focus shall be on financing household and community adaptation needs and adaptation investments in public goods, identified by commune and district authorities in their SEDPs. Component 2 shall comprise the two following sub-components:

#### *Sub-component 2.1 Rural finance for resilient livelihoods*

This sub-component shall be achieved through the following activities: (a) establishment of new Savings and Credit Groups (SCG); (b) transformation of credit networks into microfinance Institutions (MFI); and (c) leveraging capital for adaptation and value chain investment.

- (a) Establishment of new Savings and Credit Groups (SCG). The project shall support the establishment of new women's SCGs. SCG membership will focus on poor and near-poor households with particular emphasis on the inclusion of the women-headed and ethnic minority households.
- (b) Transformation of credit networks into microfinance Institutions (MFI). The Project will support the transformation of SCGs networks into MFIs that are registered, sustainable, provincially-based through a comprehensive support package for the provincial Women's Union and their associated Women social funds . The Project will finance international and national technical assistance for business planning, on the job training, capacity building, a loan management system, required equipment, as well as, additional capital for each new MFI. Further funding shall be subject to a review acceptable to the Fund.
- (c) Leveraging capital for adaptation and value chain investment. Activities financed by the Project shall include; the organization of Provincial Agro-Finance workshops to bring key local and regional financiers, agro-enterprises, donors, and producers' representatives together to share information on various types of financing options for value chain participants in the province.

*Sub-component 2.2. Investing in climate change adaptation.*

This sub-component shall be achieved through the following activities: (a) Community infrastructure for climate change adaption; (b) Co-financing for climate change adaptation; and (c) Public-Private Partnership (PPP) Facility.

- (a) Community infrastructure for climate change adaption. The Project shall support the establishment of a fund for the financing of community based small-scale infrastructure investments for climate change adaptation such as, potable water supply, sanitation and waste management, salinity management structures such as small bridges, disaster-secure access roads and water use efficient irrigation. infrastructure investment proposals shall be identified and prioritized during the annual commune SEDP process The PIM shall define the operational modalities of the fund and the eligibility criteria.
- (b) Co-financing for climate change adaptation shall support households to invest in production systems adapted to climate change impacts such as inter alia; energy efficient farm equipment and renewable energy technologies that sustainably increase household incomes to meet the costs of shifting from annual to perennial cropping systems or other climate resilient livelihoods.
- (c) The Project shall support a facility for the co-financing of investments by private businesses in support of climate-sensitive value chain development and rural employment generation. The PCU-managed facility shall support private sector investments by co-financing investments in high-quality input supply for, and raw material marketing/processing of, products from adaptive farming systems, resulting in increased income and job opportunities amongst poor and near-poor households. A capacity building programme for increasing

off-farm labour opportunities shall be financed by the Project. The PIM shall define the operational modalities and eligibility criteria of the PPP facility.

**Component 3 Project Management.** The Project shall support the establishment of Project coordination units (PCUs) at provincial level as well as the organization and management structure as outlined in Section II below.

## **II. Implementation Arrangements**

### **A. Organization and Management**

#### *1. Lead Implementing Project Agencies*

1.1. The respective Provincial People's Committee of the Ben Tre and Tra Vinh provinces shall be responsible for the execution of the Project in each province. The PPCs shall appoint the Project Directors and Deputy Directors and shall approve the Project Implementation Manual and annual work plan and budget.

#### *2. Project Steering Committees (PSCs)*

2.1. *Establishment and composition.* A PSC shall be established in each province of the Project Area by the respective PPCs. Each PSCs shall include Directors or Vice-Directors of concerned line-departments and chairpersons of mass organizations and representatives from the private sector.

2.2. *Responsibilities.* Each PSC shall be responsible for the strategic management of the Project, and shall provide advice on overall coordination, orientation and mobilization of resources. Key decisions under the PPCs' authority shall be endorsed by PSCs before submission to the PPCs. The PSC shall meet at least once a year and as often as required and the PCU Project Director shall act as secretary of the PSC.

#### *3. Project Coordination Units (PCUs)*

3.1. *Establishment.* A PCU shall be established in each province of the Project Area by each respective PPC. The PCU shall assist the PSC in coordination of the provincial agencies and in management of Project financial resources.

3.2. *Composition.* Each PCU shall include a Project Director who shall have the authority to sign contracts and other agreements, a Deputy Director and a Chief Financial Officer/Chief accountant. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures acceptable to the Fund. Termination of the contract of the Project Director and his/her replacement shall be subject to the Fund's no-objection.

3.3. *Responsibilities.* The PCU shall report directly to the PPC and shall be responsible for the following tasks: (i) ensure coherence of the Project approaches and strategies as well as the coordination and synergy amongst Project parties; (ii) mobilize resources; (iii) the procurement and contracting for Project activities; (iv) financial reporting and preparation of annual work plans and budget inclusive of the procurement plan; (v) preparation of the Project Implementation Manual; (vi) M&E system and other functions of the operational and financial management of the Project; (vii) management of the Public-Private Collaboration Facility in accordance with the criteria defined in the PIM; (viii) approval of the community infrastructure proposals under sub-component 2.2 (a) in accordance with the criteria defined in the PIM.

#### 4. *Climate Change Coordination Office (CCCO) and Provincial Climate Change Steering Committee (PCCSC)*

*Responsibilities.* The CCCO established in the Ben Tre province shall be strengthened and one CCCO shall be established in the Tra Vinh Province by the Tra Vinh Provincial People's Committee (PPC). The CCCOs shall act as secretariats to the PCCSC and shall be responsible for climate change planning and policy development for equipping the Provincial Peoples Committee (PPC) to engage in evidence based policy discussions at both Mekong Delta and national levels.

### **B. Implementation of Components.**

#### **1. Component 1: Building Adaptive Capacity**

1.1. The activities in relation to the building of an evidence base for adaptation shall be implemented by the Department of Agriculture and Rural Development and Tra Vinh University with the support of the regional research institute and international expertise where necessary. Technical experts and service providers shall be contracted in accordance with this Agreement for the implementation of the study for salinity monitoring. The PCUs shall implement the knowledge and dissemination activities. The implementation of the climate-informed socio-economic development planning and policy development activities shall be the responsibility of respective line agencies (DPI, DARD and DONRE), and supported by the national Community Based Disaster Risk Mitigation programme as well as NGOs retained by the PCUs. In all cases the PCUs shall enter into a Memorandum of Understanding with the respective line agencies outlining roles, responsibilities and deliverables prior to implementation.

#### **2. Component 2: Investment in Sustainable Livelihoods.**

2.1. In both provinces of the Project Area, the implementation responsibility for the establishment of new savings and credit groups shall rest with the Women's Union through their Social Funds with the support of technical assistance under the overall direction of the PCUs. To this end, each PCU shall enter into a written arrangement agreement with the Women's Union in the form specified in the PIM.

2.2. *Community infrastructure for climate change adaptation and disaster risk reduction.* Community infrastructure investments proposals shall be selected by Communes People's Committees through the annual SEDP process with the support of the PCUs, district line agencies and technical assistance if required. In accordance with the modalities described in the PIM, the PCU shall approve each proposal including the procurement method.

2.3. *Co-financing for climate change adaptation.* The PCUs shall have the responsibility for the implementation of the activities under the co-financing for climate change adaptation in accordance with the eligibility and competitive selection criteria detailed in the PIM. The PCU shall enter into a grant agreement with each beneficiary in accordance with the small grant agreement model contained in the PIM.

2.4. *Public-Private Partnership Facility.* The PCUs shall have the responsibility to implement the facility in accordance with the criteria defined in the PIM. Each proposal shall be accompanied with an acceptable business model and financial analysis. Selected proposals shall be approved by the PSC and PPC of the concerned province. The PCU shall enter into a grant agreement with each beneficiary in accordance with the small grant agreement model contained in the PIM.



### **3. Component 3: Project Management**

The implementation of the Project activities shall rest with the PCUs guided by the PSCs and the PPCs. This shall include inter alia entering into arrangements with Women's Unions, line agencies and contracting partners as appropriate.

#### **C. Additional Implementation Arrangements**

1. *Inter-provincial Coordination.* Inter-provincial meetings shall be held as required to enable cooperation of climate change adaptation policies and investments, identification of shared technical assistance providers, inter-provincial value chain planning and implementation, mutual training among similar staff positions and exchange visits/workshops for regional replication and up-scaling.

2. *Project reviews.* The Borrower/Recipient, the PPCs and the Fund shall jointly conduct the following reviews: two reviews of Project implementation and achievements, a comprehensive mid-term review during the third Project Year and a Project Completion Review. The Terms of Reference and time of the reviews shall be agreed by all parties.

3. *Project Implementation Manual.* The Borrower/Recipient shall request the PCUs to prepare a consolidated draft Project Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund. The draft PIM shall include, among other things:

- (i) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and other service providers;
- (ii) A model written arrangement and/or agreement to be concluded with each Project Party which shall provide inter alia; the role and implementation responsibilities of the Project Party, the channelling of Project funds and the reporting of information related to the implementation of the Project activities.
- (iii) Criteria and indicators for the transformation of the two Social Funds into Microfinance Institutions, performance appraisal of the Project professional staff;
- (iv) The eligibility and selection criteria for the proposals to be financed under the Public Infrastructure Investment grants shall be detailed in competitive small grants manual which shall form an integral part of the PIM;
- (v) The eligibility and selection criteria for the proposals to be financed under the co-financing for climate change adaptation shall be detailed in an operations manual for co-financing for climate change adaptation which shall form an integral part of the PIM;
- (vi) The eligibility and selection criteria as well as the operational modalities of the Public-Private Partnership Facility;
- (vii) Project operational, financial and procurement procedures, including a small grant agreement model, an accounting software for bookkeeping and reporting, participatory planning, implementation and monitoring procedures; and
- (viii) M&E system and procedures.

3.1. *Approval and Adoption.* The PPCs shall cause the PCU to forward the draft PIM to the Fund for comments and non-objection. The PPCs shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the PPCs shall promptly provide copies thereof to the Fund.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of the Loan and Grant.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant; the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of total expenditures
	Ben Tre	Ben Tre	Tra Vinh	Tra Vinh	
I.Works	1 330 000		1 340 000		100% net of taxes, Government and beneficiaries' contributions
II. Equipment and Material	260 000	300 000	260 000	300 000	100% net of taxes
III. Consultancies	430 000	1 010 000	430 000	1 010 000	100% net of taxes
IV. Training	800 000	1 610 000	870 000	1 610 000	100% net of taxes
V.Credit,Guarantee Funds	1 050 000		1 050 000		100% net of taxes
VI-A. Grants and Subsidies A	1 010 000	440 000	1 020 000	440 000	70% for IFAD Loan and 30% for IFAD Grant of total cost net of taxes and beneficiaries' contributions
VI.B. Grants and Subsidies B	580 000		590 000		% net of taxes 100% net of Beneficiaries' contribution
VII. Operating Costs	380 000	140 000	350 000	140 000	100% net of taxes
VIII. Salaries and Allowances	560 000	-	640 000	30 000	40% of total Cost
Unallocated	700 000	390 000	700 000	400 000	
<b>TOTAL</b>	<b>7 100 000</b>	<b>3 890 000</b>	<b>7 250 000</b>	<b>3 930 000</b>	<b>22 170 000</b>

(b) "Works" under Category I, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) infrastructure works in Component 2. IFAD loan will finance 100% net of taxes, government and beneficiaries contribution. Beneficiaries shall contribute about 10% in kind or in cash, and the Borrower/Recipient

shall contribute 40% of the total construction costs of public infrastructure works respectively.

- (ii) IFAD Loan will finance 100% net of taxes (approximately USD 31 thousand for each province) for the PCU office rehabilitation, equipment/material and M&E under Component 3.
- (iii) Design and supervision of infrastructure works. IFAD loan will finance 100% net of taxes (approximately USD 0.8 million in total) for design and supervision of infrastructure works.
- (iv) Construction works for establishing shrimp seed evaluation and certification center under Component 2 shall be financed by IFAD loan 100%.

"Equipment & Material" under Category II, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) Equipment and material in Component 1 which shall be financed by IFAD Grant 100% net of taxes.
- (ii) Equipment and material under Component 2 and Component 3 which shall be financed by IFAD loan 100% net of taxes.
- (iii) One (1) four-wheel drive vehicle in each Province in the amount of approximately SDR 20,000 for each Province which shall be financed by IFAD Loan 100% net of taxes.

"Consultancies" under Category III, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) Technical assistance, research and studies in Component 1 and M&E under Component 3 which shall be financed by the IFAD Grant.
- (ii) Except for "Consultancies" financed by the IFAD grant, all other Technical Assistance, Research and Studies shall be financed by the IFAD loan.

"Training" under Category IV shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) training, workshops under Component 1 and on M&E under Component 3 which shall be financed by the IFAD Grant;
- (ii) all other trainings, workshops activities shall be financed by the IFAD loan.

"Credit, Guarantee Funds" under Category V, shall mean eligible expenditures incurred related to microcredit support to Project beneficiaries through Savings and Credit Groups (SCG) and Investment Capital for MFIs under sub-component 2.1 "Rural Finance for Resilient Livelihoods" financed by IFAD loan.

"Grants & Subsidies -A" under Category VI -a, shall mean eligible expenditures incurred related to Co-financing for Climate Change adaptation under sub-component 2.2, "Investing in Climate Change Adaptation" financed by IFAD loan and grant.

"Grants & Subsidies -B" under Category VI-b, shall mean eligible expenditures incurred related to investment in support of climate smart value chain development and rural employment generation under Public-Private Partnership facility , under sub-component 2.2 financed by IFAD loan.

"Operating Costs " under Category VII, shall mean eligible expenditures incurred at all levels for recurrent operating and maintenance costs in relation to the Project such as utilities, vehicle maintenance, office supplies and audit fees. Except for Climate change knowledge enhancement under Component 1 and Support to the operation of the Ben Tre and Tra Vinh CCCOs under Component 2 which shall be financed by the IFAD grant, all other operating costs shall be financed by the IFAD loan.

"Salaries and Allowances" under Category VIII, shall mean eligible expenditures related to salaries and allowances for staffing of the Tra Vinh CCCO under Component 1 which shall be financed by the IFAD Grant (40% of the total cost). 40% of other salaries and allowance for Tra Vinh, except for staffing of the Tra Vinh CCCO, will be financed by the IFAD Loan. Salaries and allowances under Category III for Ben Tre will be financed by IFAD loan.

(c) *Start-up costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in Categories II, III, IV, VII and VIII incurred before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of approximately USD 120 000.

## Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p><b>Goal:</b> <i>Sustainable livelihoods for the rural poor in a changing environment.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 40% reduction in the prevalence of child malnutrition</li> <li>▪ 30,000 poor and near poor HHs with at least 25% improvement in household assets ownership index</li> <li>▪ 60% reduction in income poverty in project communes (differentiated data for poor/near poor, ethnic minority &amp; women-headed HHs)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Baseline studies, Project mid-term evaluation, &amp; Project completion evaluation</li> </ul>	
<p><b>Project Development Objective:</b> <i>Adaptive capacity of target communities and institutions to better contend with CC strengthened.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 100% of provincial communes and districts preparing and implementing annual climate-informed, participatory market oriented plans.</li> <li>▪ At least 30,000 poor smallholder HHs members whose climate resilience has been increased 30% (gender and ethnic minority disaggregated).</li> <li>▪ At least USD 30 million invested in profitable climate resilient infrastructure, farming systems and enterprises in project communes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DoNRE &amp; DPI annual reports</li> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ VBARD, VPSP and WU records</li> <li>▪ Project baseline studies, mid-term &amp; completion evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Socioeconomic conditions remain reasonably stable in the project area and climatic disasters are manageable (A)</li> <li>▪ Supporting Government Departments (DARD, DoNRE &amp; DPI) do not internalize AMD work programs and targets (R)</li> </ul>
<p><b>Component 1: Building Adaptive Capacity</b> A comprehensive agriculture sector CC adaptation management framework operating with participating communities, institutions and provinces.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ At least 15 different viable pro-poor climate resilient farming system packages, each adopted by more than 400 poor &amp; near poor HHs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DAD, DoNRE and TVU annual reports</li> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ Project baseline studies, mid-term &amp; completion evaluations</li> <li>▪ Post training community surveys and focus group discussions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Integrated disaster risk management &amp; vulnerability reduction planning will not be effectively integrated into village-, commune- and district-level planning (R)</li> <li>▪ Government issues enabling decrees for integration of CC into SEDP (A)</li> <li>▪ Inter-institutional cooperation &amp; articulation is maintained &amp; reasonably effective (R)</li> </ul>
<p><b>Outputs</b> <b>Sub-component 1.1: Climate Change Knowledge Enhancement.</b> 1.1.1 Participative development of gender sensitive models for farmers &amp; aquaculturalists to formally engage in climate resilient, profitable, production.<sup>4</sup> 1.1.2 Sustainable salinity monitoring system with web-based open source database established 1.1.3 Tra Vinh University implementing an adaptive, climate-informed agricultural and aquaculture varietal</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ All registered users confirm timely receipt of near real-time salinity forecasts from automated salinity monitoring system.</li> <li>▪ At least 25 peer-reviewed scientific papers published on climate adapted species/variety introductions into Tra Vinh and Ben Tre provinces</li> <li>▪ Commune agricultural productivity index of 60 AMD communes at or above benchmarked poor communes by end PY4</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DARD, DoNRE, TVU</li> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ Project baseline studies, mid-term &amp; completion evaluations</li> </ul>	

research program.			
<p><b>Sub-component 1.2: Climate-Informed Planning</b></p> <p>1.2.1 Communes prepare community-based adaptation and disaster risk mitigation plans</p> <p>1.2.2 Provincial Departments of Planning &amp; Investment have guidelines and tools for market oriented, climate-informed SEDP planning and the capacity to independently train district and commune staff in market oriented strategic planning.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ At least 80% of provincial communes and districts have adopted a community-based disaster risk management plan and community adaptation plan</li> <li>▪ Provincial climate-informed market oriented provincial SEDPs produced for the periods 2016-2020 and 2021 to 2025.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Competency based training course results.</li> <li>▪ DARD and DoNRE reporting</li> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ Prime Minister approval of 5-year provincial SEDPs</li> <li>▪ Provincial Gazette (policy directives)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Provincial governments integrate commune level NTP funding into the MoSEDP process (A)</li> <li>▪ Provincial governments do not support private sector participation in SEDP development (R)</li> <li>▪ Inadequate skills base amongst local service providers (R)</li> </ul>
<p><b>Component 2: Investing in Sustainable Livelihoods</b></p> <p>Increased and more inclusive financing for market oriented, climate smart agriculture and agri-business investments.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Less than 5% non-performing loans in WU SCG portfolios.</li> <li>▪ 50% of HHs in project communes accessing credit for farming activities</li> <li>▪ 30% increase in both number and resulting income of rural poor HHs having wage &amp; non-farm sector employment (gender ethnicity &amp; income disaggregated)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Credit institution records.</li> <li>▪ Case/panel studies.</li> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ Project baseline studies, mid-term &amp; completion evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Financial service providers remain interested to invest in project targeted value chains (A)</li> <li>▪ Quality &amp; availability of freshwater in the project Provinces remains adequate for development of project livelihood activities (R)</li> </ul>
<p><b>Sub-component 2.1: Rural Finance for Resilient Livelihoods</b></p> <p>2.1.1 Savings and Credit Groups established</p> <p>2.1.2 Women's Union Social Funds transformed into viable Micro-Finance Institutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Two provincial MFIs established</li> <li>▪ At least 1040 new women's SCGs having at least 19,000 members established</li> <li>▪ Biennial agriculture finance conferences held in each AMD province</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ WU records</li> <li>▪ Business enterprise records.</li> <li>▪ Project baseline studies, mid-term &amp; completion evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inadequate skills base amongst local service providers (R)</li> <li>▪ Government completes the regulatory framework for the implementation of MFI legislation (A)</li> </ul>
<p><b>Sub-component 2.2: Investing in Climate Change Adaptation</b></p> <p>2.2.1 Climate resilient, risk reducing, small-scale commune works and infrastructure constructed</p> <p>2.2.2 Poor and near poor HHs can affordably invest in profitable climate adaptation technology</p> <p>2.2.3 P-PC funds allocated competitively, enabling SMEs, CIGs &amp; Co-ops to invest in sustainable, climate-sensitive production &amp; raise working standard and opportunities for labourers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 100% of project communes have infrastructure supervision boards capable of supervising, inspecting and maintaining infrastructure projects in their communes by end-PY2</li> <li>▪ 80% of participating communities &amp; CIGs able to confirm the relevance &amp; effectiveness of project financed commune works and investments</li> <li>▪ At least 100 new sustainable commune level enterprises (including cooperatives &amp; SMEs) operating profitably at project completion</li> <li>▪ At least three sustainable investments &gt;USD 500,000 each in agricultural supply chains, including value addition, established in each province</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ Project baseline studies, mid-term &amp; completion evaluations</li> <li>▪ Case studies and beneficiary and service provider surveys</li> <li>▪ Business enterprise records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sufficient interest in market traders to participate. (A)</li> <li>▪ Leveraged beneficiaries capable of providing their contribution (A)</li> <li>▪ Business regulatory system remains favourable (R)</li> </ul>